ARTICLE 4

I. Les revenus des entreprises industrielles, minières, commerciales, financières et d'assurances sont imposables dans l'État sur le territoire duquel se trouve un établissement stable.

II. Lorsqu'une entreprise possède des établissements stables dans les deux États contractants, chacun d'eux impose le revenu provenant de l'activité des établissements stables situés sur son territoire.

III. Ce revenu imposable ne peut excéder le montant des bénéfices industriels, miniers, commerciaux ou financiers réalisés par l'établissement stable, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages retirés indirectement de cet établissement par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. Une quote-part des frais généraux du siège de l'entreprise est imputée aux résultats des différents établissements stables.

IV. Les autorités compétentes des deux États contractants s'entendent, le cas échéant, pour arrêter les règles de ventilation, à défaut de comptabilité régulière faisant ressortir distinctement et exactement les bénéfices afférents aux établissements stables situés sur leur territoire respectif.

ARTICLE 5

I. Lorsqu'une entreprise canadienne, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise française fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître au bilan de l'entreprise française, mais qui ont été, de la sorte, transférés à l'entreprise canadienne sont, sous réserve des recours applicables en matière d'imposition sur des bénéfices industriels et commerciaux, incorporés aux bénéfices imposables de l'entreprise française.

Le même principe s'applique *mutatis mutandis* lorsque des bénéfices sont transférés d'une entreprise canadienne à une entreprise française.

II. Une entreprise est considérée comme participant à la gestion ou au capital d'une autre entreprise notamment lorsque les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la gestion ou au capital de chacune des deux entreprises.

ARTICLE 6

I. Par dérogation à l'article 4 de la présente Convention, les bénéfices des entreprises de navigation aérienne ou maritime ayant le siège de leur direction effective dans l'un des deux États contractants sont exonérés d'impôt dans l'autre État contractant.

II. L'exemption prévue au paragraphe I est limitée aux bénéfices provenant de l'exploitation des navires et des aéronefs. Elle est, en outre, subordonnée, en ce qui concerne les entreprises dont le siège de la direction effective est en France, à la condition que les aéronefs ou les navires soient immatriculés dans ce pays et, en ce qui concerne les entreprises dont le siège de la direction effective est au Canada, à la condition que les aéronefs soient immatriculés dans ce pays ou que les navires soient immatriculés dans ledit pays ou en Grande-Bretagne.